



Position de la Suisse sur la santé dans l'agenda post-2015

10.02.2014

Les questions liées à la santé sont des éléments clés dans le cadre des objectifs actuels du Millénaire pour le développement (OMD), avec trois des huit objectifs se référant directement aux conditions de santé, et avec les cibles de plusieurs des autres objectifs ayant traits aux déterminants de la santé. Ils ont contribué à des progrès significatifs au cours de la dernière décennie, avec la baisse des taux de mortalité infantile et maternelle à un rythme sans précédent, et des progrès considérables dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans de nombreux pays à faible et moyen revenus. Cependant, il reste beaucoup à faire d'ici 2015 et au-delà, afin de maintenir les progrès réalisés jusqu'ici, de combler les lacunes comme par exemple celle liée à la l'atteinte de la cible sur la réduction du taux de mortalité maternelle, d'améliorer davantage l'état de santé des personnes et d'assurer des résultats plus équitables au sein et à travers les pays.

Comme le souligne le document final de Rio+20, la santé est à la fois une condition préalable, un effet attendu ainsi qu'un indicateur de toutes les trois dimensions (social, économique et environnemental) du développement durable. Le développement durable ne peut être atteint qu'en l'absence d'une forte prévalence de maladies transmissibles et non transmissibles débilitantes, et où les populations peuvent atteindre un état de bien-être physique, mental et social.

Il est impératif de fusionner l'agenda du développement durable post-2015 avec l'agenda post-OMD. La santé doit rester un objectif clé du programme de développement post-2015, et les objectifs non atteints des OMD actuels, l'architecture changeante de la santé globale et la complexité des défis de la santé globale doivent être abordés.

Reconnaissant l'importance clé de la santé pour le développement durable, la Suisse soutient un objectif de santé autonome, ainsi que l'intégration des indicateurs de santé parmi les autres objectifs du cadre post-2015, afin de mesurer les facteurs qui influencent la santé.

Les leçons tirées des OMD liés à la santé

Les OMD comportent plusieurs axes forts qui constituent une bonne base pour le développement des objectifs et indicateurs post-2015. La clarté et l'intelligibilité des effets spécifiques attendus sur la santé de ces axes ont favorisé leur acceptation à grande échelle et une forte mobilisation politique des gouvernements, ainsi que le soutien des populations. Cela s'est traduit par des volumes sans précédent de ressources financières (et techniques), en particulier de l'aide publique au développement (APD), et à l'émergence de nouveaux acteurs (secteur privé, fondations privées, fonds verticaux, etc.).

Les OMD ont renforcé les redevabilités nationale et internationale en termes de résultats grâce à un suivi régulier des progrès et de l'impact, contribuant ainsi à améliorer les effets sur la santé dans les pays à faible et moyen revenus.

Toutefois, les OMD étaient principalement conçus pour les pays en développement, en mettant un accent sur les moyennes mondiales. En conséquence, ils ne tenaient pas compte des inégalités existantes au sein des pays et entre les pays, ni du contexte spécifique des pays avec leurs priorités différentes en matière de santé.

Les objectifs spécifiques aux maladies individuelles ont favorisé la fragmentation sans exprimer la nécessité de synergies. Cette tendance a mené à des interventions en « silos » avec des flux de

ressources distincts au lieu de renforcer les systèmes de santé à travers un approche plus globale visant à assurer un accès équitable et durable pour tous aux ressources nécessaires à leur santé.

L'expérience acquise au cours de la dernière décennie prouve que l'« approche silo » ne peut ni saisir les multiples dimensions de la santé, ni être efficace à long terme. Dans ce contexte, la réponse globale au VIH/SIDA est particulièrement instructive : les progrès réalisés auraient été impossibles sans une approche globale, incluant d'autres secteurs comme l'éducation ou la sécurité alimentaire, et qui s'insère dans un agenda plus large de santé sexuelle et reproductive et de droits. Les expériences faites en réponse au VIH/SIDA seront utiles pour faire face à d'autres causes importantes de morbidité, d'invalidité et de décès dans les pays à faible et moyen revenus, comme les maladies non transmissibles, la santé mentale et les affection chroniques.

Une autre lacune du programme actuel est l'absence d'une approche globale de la santé basée sur les droits humains ainsi que l'absence d'un engagement clair et global pour inclure les déterminants de la santé et améliorer l'équité dans l'accès aux ressources pour la santé.

Défis de santé dans le programme post-2015

La période post-2015 sera différente des 15 ans des Objectifs du Millénaire pour le Développement, tant en termes des défis de santé à relever qu'en termes de moyens de mise en œuvre à mobiliser. Les systèmes de santé vont devoir s'adapter aux défis démographiques, environnementaux, sociaux et économiques.

Le double fardeau croissant et complexe des maladies infectieuses et non transmissibles, ainsi que la propagation rapide des facteurs de risque, ont une grande influence sur la santé publique et exigent des mesures au-delà du secteur de la santé. Dans de nombreux pays, la hausse des dépenses de santé, causée par une combinaison de paramètres (p. ex. les populations vieillissantes, la hausse des attentes de la population, une urbanisation non planifiée, la hausse des coûts et de la durée des traitements, etc.) menacent la viabilité financière des systèmes de santé et peuvent davantage aggraver l'accès inéquitable aux ressources de santé.

La disponibilité des services ne garantit pas l'accès et la qualité. Ce qui souligne par ailleurs l'importance de la protection sociale et de la couverture sanitaire universelle, tout en évitant toute forme de discrimination et assurant que le recours aux services de santé nécessaires n'exposent pas les populations à des difficultés financières.

Les principaux défis et besoins de santé sont déterminés par des facteurs économiques, politiques, environnementaux et sociaux qui exigent une réponse intersectorielle et un ensemble de politiques gouvernementales afin que les facteurs sous-jacents qui sont les déterminants de la santé soient abordés.

Santé et développement durable

Les objectifs du développement durable ne peuvent pas être atteints s'il existe une forte prévalence de maladies débilitantes et de pauvreté, et la santé d'une population ne peut pas être maintenue sans un environnement sain et un système de santé adapté. La dégradation de l'environnement, la mauvaise gestion des ressources naturelles et des modes de consommation et de vie malsains ont un impact sur la santé. Un mauvais état de santé entrave à son tour la lutte contre la pauvreté et le développement économique, tandis qu'un meilleur état de santé est un facteur important de réduction de la pauvreté et un résultat explicite de tous les objectifs de développement. La santé est par conséquent une condition préalable, un indicateur ainsi qu'un résultat de progrès en matière de développement durable.

L'objectif, les cibles et les indicateurs de santé doivent

- être basés sur les résultats de l'évaluation des OMD, la déclaration finale de Rio+20, le processus d'évaluation de la CIPD, ainsi que sur une expérience documentée et des évidences scientifiques.

- être axés sur les personnes, sensibles au genre, fondés sur les droits humains ainsi que focalisés sur l'équité plutôt que d'être orientés vers les maladies.
- promouvoir l'action entre et à travers les secteurs, ainsi que les synergies avec d'autres objectifs non spécifiques à la santé.
- être universellement applicables, tout en permettant des approches différenciées et/ou des adaptations spécifiques à chaque pays.
- susciter des engagements clairs de la part des gouvernements à tous les niveaux, des partenaires de développement, ainsi que des secteurs des entreprises et de la société civile.

Un objectif futur de la santé : maximiser la santé pour tous à tous les stades de la vie

Le nouvel objectif de la santé, ses cibles et indicateurs, devraient viser la **maximisation de la santé pour tous à tous les stades de la vie**. Cet objectif serait favorable à un engagement mondial pour assurer une **couverture sanitaire universelle (CSU)**¹. La CSU, tout comme la fourniture de services de santé primaires complets et abordables, comprenant la santé sexuelle et reproductive ainsi que les droits y associés, sont les principaux instruments pour réaliser cet objectif de santé. Dans le même temps, l'objectif favorise une réponse multidimensionnelle pour **aborder les déterminants de la santé**.

En conformité avec le Pacte international relatif aux droits économiques et culturels et la constitution de l'OMS, **le droit de jouir du meilleur état de santé** pour tous doit rester notre objectif commun. Grâce à des cibles et des indicateurs précis, il devrait être possible de suivre les progrès réalisés, entre autres, sur l'équité, la qualité des services de santé, l'accessibilité financière, l'accès (en particulier pour les groupes vulnérables), et l'acceptation.

Le dysfonctionnement de nombreux systèmes de santé demeure un obstacle majeur à la CSU. **Le renforcement des systèmes de santé**, l'augmentation de leur rentabilité et leur réorientation vers la réduction des inégalités de santé doivent être un engagement commun de toutes les parties prenantes du secteur de la santé. Cela nécessitera une meilleure gouvernance et un leadership fort, ainsi qu'une redevabilité mutuelle claire². Le financement des systèmes de santé en vue d'assurer et maintenir une couverture sanitaire universelle doit être clairement défini et doit inclure toutes les contributions de sources publiques, privées et externes. La question des **biens publics mondiaux** devra être réexaminée, tout comme le rôle et les responsabilités des entreprises. L'aide publique au développement continuera à jouer un rôle important dans la complétion et la mobilisation des autres sources de financement.

L'objectif futur de la santé devrait également accélérer les efforts pour atteindre les **OMD liés à la santé** : en particulier pour réduire considérablement les taux de mortalité maternelle et infantile et la propagation du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose.

En plus d'aborder les objectifs non atteints des OMD liés à la santé, le nouvel objectif de santé devra inclure des thèmes telles que **les maladies non transmissibles et les maladies tropicales négligées**, tout comme la **santé sexuelle et reproductive et les droits y associés**. Une attention particulière doit être accordée à la santé maternelle.

L'objectif de santé global, ses cibles et indicateurs, doivent s'appuyer sur des mesures fondées sur des faits pour lutter contre les facteurs de risque **et faire face aux déterminants sociaux, culturels, économiques, environnementaux et politiques de la santé**. Ils engloberont, entre autres, les caractéristiques multidimensionnelles et multisectorielles de la santé.

A titre d'exemple, le déni dans de nombreux pays de la santé sexuelle et reproductive des personnes et des droits y associés, y compris l'accès à l'éducation sexuelle complète, combiné avec l'inégalité des sexes et l'extrême pauvreté, contribue à des taux élevés de fécondité, qui augmentent non seulement le risque des mères de mourir au moment de l'accouchement, mais ont aussi des

¹ Le but de la couverture universelle en matière de santé est de faire en sorte que tous les individus aient accès aux services de santé dont ils ont besoin (promotion de la santé, services préventifs, curatifs, palliatifs et de réadaptation) sans que cela n'entraîne pour les usagers de difficultés financières (OMS).

² Selon la « Déclaration de Paris 2005 » et « Busan 2011 »

conséquences graves sur le développement économique, l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la paix.

Un autre exemple est l'ensemble des progrès dans la réduction de l'extrême pauvreté qui ne s'est pas encore traduit par une réduction significative de la faim et de la malnutrition. Les stratégies pour combattre la faim et la malnutrition doivent inclure, entre autres, des programmes de nutrition ciblés pour les groupes vulnérables, promouvant la santé et les comportements sains, ainsi qu'un engagement politique pour faire face aux autres déterminants (par exemple la qualité nutritionnelle des aliments transformés).

Du fait que l'inégalité et l'exclusion sociale sont en augmentation dans la plupart des pays, les inégalités de santé représentent un indicateur sensible des inégalités en général. Les voies vers la **lutte contre les inégalités** et la discrimination sont complexes. Pourtant, il a été avéré que les politiques et les investissements visant spécifiquement à améliorer l'inclusion sociale peuvent réduire les inégalités et promouvoir l'égalité des chances pour tous. Le nouveau programme de développement doit par conséquent promouvoir des politiques en faveur de l'égalité des sexes, des droits humains et de l'inclusion sociale.

Objectif global pour la santé : maximiser la santé pour tous à tous les stades de la vie	
Etapas déterminantes (cibles)	Catalyseurs fondamentaux (approche)
<ul style="list-style-type: none"> • Atteindre la couverture sanitaire universelle • Compléter / achever les OMD inachevés • Assurer la santé sexuelle et reproductive universelle, ainsi que les droits y associés • Réduire le fardeau des maladies non transmissibles, des troubles mentaux et des maladies tropicales négligées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aborder les principaux déterminants sociaux, culturels, économiques, politiques et environnementaux de la santé • Assurer l'équité et le droit de jouir du meilleur état de santé • Assurer l'accès à des services de qualité (disponibilité, accessibilité financière, accessibilité géographique, adéquation, acceptabilité) • Répondre aux changements démographiques (jeunes et adolescents, personnes âgées...) par une approche basée sur les droits humains • Faire preuve de responsabilité et redevabilité mutuelle

Indicateurs de mesure des progrès

Les indicateurs devraient être mesurables et ne devraient pas se limiter au secteur de la santé ou à certains problèmes spécifiques de santé. Ils doivent être adaptables au contexte spécifique de chaque pays, devraient couvrir les aspects tels que la qualité de vie et la qualité des services de santé, et devraient inclure des mesures politiques. Lorsque cela est possible, les indicateurs devraient être adoptés tenant compte de leur capacité de synergies avec d'autres objectifs (effet d'entraînement) et devraient tenir compte des trois dimensions du développement durable.

Quels que soient les indicateurs utilisés, les questions de disponibilité et de qualité des données doivent être abordées afin d'améliorer la capacité de mesure et suivi des progrès.

Les données collectées doivent être désagrégées (par genre et principales dimensions sociales, économiques ou autres), pour garantir la détection et le traitement des inégalités dans l'accès à travers des politiques et la sensibilisation du public. Les outils standard de mesure des progrès

économiques comme le PIB par habitant et le revenu national ne reflètent généralement pas les conséquences environnementales et sociales du développement d'un pays, et ne saisissent pas les inégalités de façon adéquate.

Pour faire le suivi des progrès vers un développement durable, ces indicateurs doivent être révisés et complétés par des mesures plus larges, incluant des données fortement désagrégées. Pour parvenir à un accès universel, des données sur l'accès et l'utilisation sont nécessaire.